# L'Abeille De la Nouvelle-Orléans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GÉNÉRAL — NOUVELLE-ORLÉANS, MARDI MATIN, 15 JANVIER 1850.

Imprimée et publié par MAGNE & WEISSE. No. 83, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS : MARDI MATIN, 15 JANVIER.


### ASSEMBLÉE

EN FAVEUR DES RÉFUGIÉS HONGROIS.

Hier au soir, dans la vaste rotonde de la Bourse St-Louis, élégamment décorée de pavillons Américain, Hongrois, Français, Allemand et Italien, se pressaient les amis et partisans de la malheureuse Hongrie, attirés par le désir et l'espoir d'être utiles aux réfugiés qui bientôt viendront parmi nous chercher un asyle, du travail et la liberté.

Vers sept heures, le Dr. Kovaleski organisa l'assemblée, en appelant du fauteuil le Maire de la ville, M. Crossman, assisté par les recorders Génois, Baldwin, Seutzenau, et quelques aldermen et citoyens notables en qualité de vice-présidents.

Pendant l'absence du comité nommé pour soumettre une série de résolutions à l'assemblée, M. Frost, appelé à la tribune par les acclamations des spectateurs, leur dépeignit, dans un discours plein de verve et de chaleur, les souffrances et la pitoyable condition de la Hongrie.

Le comité ayant reparu, soumit à l'assemblée des résolutions pour exprimer toute la sympathie de nos concitoyens pour les patriotes Hongrois, qui ont, contre toute chance de succès, entrepris et soutenu une si sude guerre ; pour organiser trois comités de secours, composé chacun de dix habitans de chaque Municipalité, et un comité exécutif permanent dont le devoir sera de recevoir et distribuer les fonds ; et enfin pour approuver hautement l'initiative prise dans le Sénat des Etats-Unis, afin de cesser toutes relations diplomatiques avec l'Autriche.

Ces différentes résolutions furent votées par acclamation, et le Président composa le comité exécutif de MM. K. Kovaleski, F. William, J. Paneki, J. L. Sigur et F. Brichta.

Après plusieurs discours prononcés par le Dr. J. Lange, attaché comme chirurgien à l'état-major de l'armée Hongroise ; par M. John Bryce, d'Alexandrie ; par M. J. Fischer, avocat bavarois ; et en allemand, par le Dr. Hertzky, qui a servi sous les ordres du général Bem, en qualité de médecin, l'assemblé se ajournita.

### L'EXPEDITION DE L'ILE RONDE.

Le gouverneur du Mississipi ne pouvait manquer de faire allusion dans son message à l'expédition avortée de l'Ile Ronde. La Nation de cet Etat fut bloquée, on le sait, par les commandans Tolten et Randolph, et les autorités fédérales du Mississipi ne le leur ont pas pardonné. Ils ont vu dans l'acte de vigueur du gouvernement une violation de leurs droits souverains et une flagrante usurpation de pouvoir de la part des officiers de notre marine. Nous croyons nous-mêmes que ceux-ci ont dépassé les ordres qu'ils avaient reçus de Washington Le gouvernement pouvait et devait prévenir l'invasion de l'Ile de Cuba par une bande d'aventuriers, mais puisque le rassemblement de l'Ile Ronde était seulement suspect, nos hommes de guerre eussent dû se borner à exercer une stricte surveillance dans ces parages et s'interdire l'accès de l'île aux navires chargés d'armes et de munitions de guerre. Mais ils sont à les puis loin et nous ne doutons qu'ils aient exagéré les instructions que leur avait transmises le secrétaire de la marine. Nous ne pouvons donc pas surpris de la protestation du gouverneur Matthews et de la démarche qu'il a faite auprès de l'honorable M. Preston. Le langage de M. Matthews est d'ailleurs modéré et nous n'hésitons pas à le reproduire afin de compléter par un dernier trait l'historique de la ce'ère expédition de l'Ile Ronde. Si les représentans du Mississipi provoquent une enquête, comme le leur recommande le gouverneur du Mississipi, toutes les pièces seront soumises au public et l'on verra que l'administration a rempli un devoir impérieux en prenant toutes les mesures nécessaires pour prévenir une descente sur les côtes de Cuba.

Voici l'extrait du message du gouverneur Matthews où il est question de l'expédition de l'Ile Ronde.

"L'année dernière, trois-cents hommes environ établirent un campement dans une des îles situées sur notre côte et qui se trouve comprise dans notre juridiction. Le but du rassemblement était ignoré, mais les commandans des bâtimens nationaux qui croisaient dans ce golfe n'ont pensé qu'il s'agissait d'envahir Cuba ou quelque autre pays en paix avec les Etats-Unis. Bien que ces hommes fussent dessarmés et s'essent pas en apparence une organisation militaire, le lieutenant Tolten et se commandant Randolph obéissent, disaient-ils, à des ordres transmis de Washington, ont publié une proclamation dans laquelle les épithètes les plus outrageantes étaient prodiguées aux hommes du campement et où ils étaient notifiés qu'ils ne pourraient quitter l'île que pour se disperser, et qu'en attendant on leur couperait les vivres. Plusieurs bâtimens appartenant à des citoyens ont reçu l'ordre de ne pas quitter leur mouillage s'ils ne voulaient être coulés, et un rigoureux blocus a été maintenu sur notre côte pendant plusieurs mois au grand detriment des habitans du Mississipi.

"Maintenant, que les hommes du campement de l'Ile Ronde fussent ou non suspects, je l'ignore, et ce n'est pas ici ce dont il est question. La constitution du Mississipi porte que "Personne ne sera accusé, arrêté ou détenu, si ce n'est dans les cas prévus par la loi et dans les formes prescrites par celle-ci; personne non plus ne sera puni si ce n'est en vertu d'une loi décrétée et promulguée avant que le délit eût été commis," "personne ne sera privé de la vie, de sa liberté ou de ses biens si ce n'est en vertu de la loi. La constitution déclare aussi que "le pouvoir militaire sera dans toutes les circonstances, subordonné rigoureusement à l'autorité civile." Les mêmes dispositions existent dans la constitution fédérale. Eh bien ! elles ont été violées de la manière la plus flagrante par les officiers de notre marine qui ont arrêté et détenu des citoyens de cet Etat dans les limites de notre juridiction, sans avoir préalablement reçu le serment de personne et sans se conformer aux décrets de la loi. Notre cote a été étroitement bloquée pendant plusieurs semaines et nos citoyens privés, par la proclamation de la loi martiale, en temps de paix, au mépris de l'autorité civile de l'Etat, de l'exercice de leurs droits naturels. Si ces actes illégaux doivent être invoqués plus tard comme un précédent, il suffira qu'un citoyen devienne suspect aux yeux de l'autorité militaire pour être arrêté, privé de sa liberté et de ses biens, malgré la protection que lui donnent les lois civiles de son pays. Considérant que nos droits avaient été violés, que la souveraineté de l'Etat du Mississipi avait été outragée, et désirant éviter toute collision avec le gouvernement des Etats-Unis, j'adressai au secrétaire de la marine une note respectueuse qui renfermait une copie des proclamations des commandants Tolten et Randolph, et dans laquelle je lui demandais communication des ordres en vertu desquels ces officiers avaient agi. J'ai reçu une réponse dans laquelle le secrétaire de la marine me faisait savoir qu'il ne pouvait pas me soumettre les pièces que je lui demandais. Je vous soumets simplement ces faits. Je crois cependant que vous ferez bien d'inviter les représentans et les sénateurs de Mississipi au Congrès à provoquer une enquête à ce sujet."

BASSIN FLOTTANT.—Le grand bassin flottant ou *dry dock* qui se trouvait de l'autre côté du fleuve, à Algier, a coulé dans la nuit de samedi dernier. Le bassin avait été en partie submergé pour recevoir un navire; lorsque ensuite on a voulu le relever on a découvert que l'eau y pénétrait par une voie cachée. Tous les efforts pour maintenir le *dock* à flot ont été inutiles et le bassin a disparu sous l'eau. La perte est estimée à douze mille piastres.

ACCIDENT.—Le steamer *Mero Castle*, parti de la Nouvelle Orléans pour Cincinnati avec un chargement de sucre, de mélasse et de café, s'est heurté dernièrement à un roc dans l'Ohio et a coulé. Une partie de la cargaison a été sauvé et le bateau lui-même pourra être relevé.

RIO GRANDE.—Nous avons reçu hier le *Rio Grem le Sentinel* du 2 courant.—Le bateau à vapeur *Colonel Cross*, s'est heurté à un écueil, il y a quelques jours, en descendant le fleuve, et a sombré. Le *Colonel Cross* était un bateau extrêmement neuf.

GRAND INCENDIE A WASHINGTON.—Le feu a éclaté le 6 de ce mois dans les écuries en bois de la Main ave, à Washington, et se communiquant de proche en proche, a détruit trente édifices. La perte est considérable.

### DEPECHES TELEGRAPHIQUES

TRANSMISES A L'ABEILLE.

**Marché aux cotons de New-York.**

Baltimore, 12 janvier.

Le marché aux cotons de New-York a fermé samedi soir à une hausse additionnelle d'un HUITIÈME à un QUART de cent. Les transactions ont été faites principalement par des spéculateurs, et n'ont pas été affectées, dit le *Courier & Enquirer*, par les nouvelles des marchés étrangers. Si donc les avis que doit apporter le Canada annoncent une baisse, ils ne produiront qu'un effet momentané.

### ARRIVEE DU CANADA.

*NOUVELLES D'EUROPE,*

DE QUINZE JOURS PLUS RECENTES.

**Hausse sur le coton.—Insurrection en Servie.—Imminence d'une guerre entre la Russie et la Turquie.**

Baltimore, 14 janvier.

ARRIVEE DU STEAMER.

Le steamer *Canada*, parti de Liverpool le 29 décembre, est arrivé aujourd'hui (14 janvier) à Halifax.

MARCHÉ DE LIVERPOOL.

Une hausse d'un quart de penny a eu lieu dans le prix des cotons depuis le départ du dernier steamer. Le fair upland est coté à 6 3/8 d, le fair Orleans à 6 3/4, avec une tendance à la hausse.

Le blé a monté de deux pences par soixante livres.

Le prix des farines américaines n'a pas varié. Le maïs blanc vaut de 29 s. à 30 s. ; le jaune de 28 s. à 29 s.

BANQUE D'ANGLETERRE.

La Banque d'Angleterre a maintenant dans ses caveaux dix-sept millions de livres sterling en lingots.

NOUVELLES POLITIQUES.

Une insurrection a éclaté en Servie. Cent trente mille hommes sont sous les armes.

De nombreuses désertions ont lieu chaque jour dans l'armée d'observation placée sur les frontières autrichiennes.

On croit plus que jamais que la guerre est inévitable entre la Russie et la Turquie.

THÉATRE D'ORLÉANS.—Ce soir, les *Mousquetaires de la Reine*, l'une des créations les plus gracieuses d'Halevy. — Après demain, jeudi, *Jérusalem*, grand opéra en quatre actes, de Verdi, avec les principaux artistes du théâtre d'Orléans. La semaine théâtrale sera brillante.

CONCERT AU BENEFICE DE LA BIBLIOTHÈQUE DES ECOLES PUBLIQUES.—Les directeurs des écoles publiques de la 2de municipalité, désireux d'agrandir la bibliothèque qu'ils ont créée il y a deux ou trois années avec des ressources très modiques, ont eu l'excellente pensée d'organiser un concert au profit de la Bibliothèque. Ils ont eu dans l'acte de vigueur du gouvernement une violation de leurs droits souverains et une flagrante usurpation de pouvoir de la part des officiers de notre marine. Nous croyons nous-mêmes que ceux-ci ont dépassé les ordres qu'ils avaient reçus de Washington Le gouvernement pouvait et devait prévenir l'invasion de l'Ile de Cuba par une bande d'aventuriers, mais puisque le rassemblement de l'Ile Ronde était seulement suspect, nos hommes de guerre eussent dû se borner à exercer une stricte surveillance dans ces parages et s'interdire l'accès de l'île aux navires chargés d'armes et de munitions de guerre. Mais ils sont à les puis loin et nous ne doutons qu'ils aient exagéré les instructions que leur avait transmises le secrétaire de la marine. Nous ne pouvons donc pas surpris de la protestation du gouverneur Matthews et de la démarche qu'il a faite auprès de l'honorable M. Preston. Le langage de M. Matthews est d'ailleurs modéré et nous n'hésitons pas à le reproduire afin de compléter par un dernier trait l'historique de la ce'ère expédition de l'Ile Ronde. Si les représentans du Mississipi provoquent une enquête, comme le leur recommande le gouverneur du Mississipi, toutes les pièces seront soumises au public et l'on verra que l'administration a rempli un devoir impérieux en prenant toutes les mesures nécessaires pour prévenir une descente sur les côtes de Cuba.

Voici l'extrait du message du gouverneur Matthews où il est question de l'expédition de l'Ile Ronde.

"L'année dernière, trois-cents hommes environ établirent un campement dans une des îles situées sur notre côte et qui se trouve comprise dans notre juridiction. Le but du rassemblement était ignoré, mais les commandans des bâtimens nationaux qui croisaient dans ce golfe n'ont pensé qu'il s'agissait d'envahir Cuba ou quelque autre pays en paix avec les Etats-Unis. Bien que ces hommes fussent dessarmés et s'essent pas en apparence une organisation militaire, le lieutenant Tolten et se commandant Randolph obéissent, disaient-ils, à des ordres transmis de Washington, ont publié une proclamation dans laquelle les épithètes les plus outrageantes étaient prodiguées aux hommes du campement et où ils étaient notifiés qu'ils ne pourraient quitter l'île que pour se disperser, et qu'ils attendaient on leur couperait les vivres. Plusieurs bâtimens appartenant à des citoyens ont reçu l'ordre de ne pas quitter leur mouillage s'ils ne voulaient être coulés, et un rigoureux blocus a été maintenu sur notre côte pendant plusieurs mois au grand detriment des habitans du Mississipi.

"Maintenant, que les hommes du campement de l'Ile Ronde fussent ou non suspects, je l'ignore, et ce n'est pas ici ce dont il est question. La constitution du Mississipi porte que "Personne ne sera accusé, arrêté ou détenu, si ce n'est dans les cas prévus par la loi et dans les formes prescrites par celle-ci; personne non plus ne sera puni si ce n'est en vertu d'une loi décrétée et promulguée avant que le délit eût été commis," "personne ne sera privé de la vie, de sa liberté ou de ses biens si ce n'est en vertu de la loi. La constitution déclare aussi que "le pouvoir militaire sera dans toutes les circonstances, subordonné rigoureusement à l'autorité civile." Les mêmes dispositions existent dans la constitution fédérale. Eh bien ! elles ont été violées de la manière la plus flagrante par les officiers de notre marine qui ont arrêté et détenu des citoyens de cet Etat dans les limites de notre juridiction, sans avoir préalablement reçu le serment de personne et sans se conformer aux décrets de la loi. Notre cote a été étroitement bloquée pendant plusieurs semaines et nos citoyens privés, par la proclamation de la loi martiale, en temps de paix, au mépris de l'autorité civile de l'Etat, de l'exercice de leurs droits naturels. Si ces actes illégaux doivent être invoqués plus tard comme un précédent, il suffira qu'un citoyen devienne suspect aux yeux de l'autorité militaire pour être arrêté, privé de sa liberté et de ses biens, malgré la protection que lui donnent les lois civiles de son pays. Considérant que nos droits avaient été violés, que la souveraineté de l'Etat du Mississipi avait été outragée, et désirant éviter toute collision avec le gouvernement des Etats-Unis, j'adressai au secrétaire de la marine une note respectueuse qui renfermait une copie des proclamations des commandants Tolten et Randolph, et dans laquelle je lui demandais communication des ordres en vertu desquels ces officiers avaient agi. J'ai reçu une réponse dans laquelle le secrétaire de la marine me faisait savoir qu'il ne pouvait pas me soumettre les pièces que je lui demandais. Je vous soumets simplement ces faits. Je crois cependant que vous ferez bien d'inviter les représentans et les sénateurs de Mississipi au Congrès à provoquer une enquête à ce sujet."

### CHRONIQUE LOCALE.

—Un nommé [illegible] Foster, accusé d'avoir blessé à l'égoïne une personne nommée Leonard, a comparu hier devant le recorder Genois, qui a renvoyé en prison afin de l'examen de son affaire, qui aura lieu vendredi.

—P. Whitehorn a été arrêté dimanche soir dans la 3e municipalité, sous l'accusation d'avoir volé deux habits. Il sera examiné plus tard.

—L. Quin a été envoyé hier devant la 1re Cour de District, sous accusation d'avoir volé une pièce de drap du magasin de Walsh, rue Carondelet.

—Allen Kinney, accusée d'avoir volé plusieurs effets d'habillements dans une maison de la rue St-Louis, a été arrêtée hier dans la 1re municipalité, et attend en prison l'examen de son affaire.

—Conner Berry a été arrêté hier par la police de 1re municipalité, sous l'accusation d'avoir volé un esquif à F. Pond, le 2 janvier courant. Le bateau a été retrouvé et remis à son propriétaire.

—Wm Hickes été envoyé devant la 1re Cour de District par le recorder Genois, sous l'accusation d'avoir volé un esquif.

—Alexander Harry a été arrêté hier par la police de 1re municipalité, sous l'accusation d'avoir volé un esquif à F. Pond, le 2 janvier courant. Le bateau a été retrouvé et remis à son propriétaire.

—Wm Hickes été envoyé devant la 1re Cour de District par le recorder Genois, sous l'accusation d'avoir volé un esquif.

—Charles Parker, alias Parkman, accusé d'avoir volé un vol de 2600 à Philadelphie, a été arrêté vendredi dernier, et sera renvoyé à Philadelphie.

—Un esquif sur lequel se trouvaient deux enfants et un homme, a chaviré au face de Lafayette. L'homme s'est sauvé, mais les malheureux enfants ont péri.

Il devient absolument indispensable que la police multiplie le nombre de ses agens afin de protéger les citoyens de l'indistrie de rôdeurs des escrocs qui ont infesté notre ville. Nous avons déjà rapporté plusieurs vols considérables commis en plein jour. En voici un nouveau qui a été lieu hier matin. On volait, qui se compose [illegible], est parvenu à enlever de la poche de M. W. Chapman, une somme de 1,070 en billets de banques et deux chèques, l'un de 500 et l'autre de 1535, tous deux tirés sur la banque des Artisans, par Sam. Nicholson et Oakey & Stewtine, de cette ville.

Anne Sullivan, accusée par Catherine Cavanaugh de lui avoir volé, il y a environ deux semaines, une demi douzaine de chaises et une toilette, a été arrêtée hier dans la 1re Municipalité. Elle attend en prison l'arrêt définitif de son affaire.

INCENDIE D'UN NAVIRE.—Le brick *Margaret Y. Davis*, de la Nouvelle Orléans, a été consumé par les flammes, le 7 décembre, dans le port de Sisal.

Haïti.—Par un arrivage de Port-au-Prince, des nouvelles d'Haïti jusqu'au 15 décembre ont été reçues à New York. L'empereur Faustin Ier est entré dans sa capitale après avoir fait une tournée dans le Sud. On n'a pas encore entendu parler des Sœurs Salésiennes et dominicaine. L'imprimerie a fait célébrer dans la cathédrale de Port-au-Prince une grande cérémonie religieuse à laquelle assistait toute la noblesse du nouvel empire.

Les affaires s'améliorent.

LES ALLEMANDS.—On calcule qu'il y a en ce moment aux Etats-Unis 2,000,000 d'Allemands et que la ville de New-York seule en contient 60,000.

### CONSEIL GÉNÉRAL.

Séance de jeudi, 10 janvier 1850.

Le Conseil se réunit conformément à l'ajournement.

M. Serbe est appelé au fauteuil.

MEMBRES PRÉSENTS—MM. Allen, Roche, Caldwell, Culbertson, Jarvis, Toupkine, et Théard —8.

MEMBRES ABSENS—MM. Benit, Rostius, Vionnet et Wandsley—6.

Sur motion le Conseil procède à l'élection au scrutin d'un président.

MM. Culbertson et Jarvis sont nommés vérificateurs. Sur scrutin, M. Serbe reçoit 7 voix ; 7 voix perdu. Conséquemment M. Serbe est déclaré président du Conseil.

Sur motion, le Conseil décide que le procès-verbal de la dernière séance ne sera pas lu et autorise le président à le signer.

Le message suivant transmis par le maire est lu par le secrétaire :

Mairie de la Nouvelle-Orléans, 9 janvier 1850.

Messieurs,—Je vous transmets une lettre de M. D. Saucier, gardien de la poudrière, au sujet d'une mesure en vigueur qu'il occupe en ce moment et qui est établie entre la nouvelle levée et les travaux exécutés à la crevasse : j'y appelle votre attention. Je vous soumettrai par les collecteurs de taxes sur les draps, &c, ne sont adressés à nous relativement à la réduction du droit sur l'estampillage. Le taux de cette taxe est tellement inférieur à celui de l'ancien, que dernièrement qu'il n'offre plus une rétribution suffisante.

Je suis &c.

A. D. CROSSMAN, Maire.

La lettre de M. D. Saucier est lue. Elle expose que la maison qu'il occupe est située entre la nouvelle levée et les travaux exécutés à la crevasse et qu'elle se trouve dans l'eau. Il demande que la maison soit établie dans la cour de la poudrière. On offre de la construire pour cinq cents piastres.

M. Burgé présente la résolution suivante laquelle, sur motion, et après la suspension du règlement, est adoptée :

Résolu que le maire soit autorisé à faire reconstruire pour le prix mentionné dans la lettre du gardien de la poudrière, datée du 30 décembre 1849, la maison occupée par celui-ci.

Relativement au second paragraphe du message du Maire, M. Caldwell propose de fixer le prix de l'estampillage des draps à 3 cents par verge. Amendement proposé, comme amendement, de fixer le prix à 4 cents. Cet amendement est mis aux voix et rejeté. La résolution de M. Caldwell soumise au Conseil est adoptée, après la suspension du reglement, dans la forme suivante :

Résolu que la résolution passée à la séance du Conseil général du 13 décembre dernier fixant le taux de l'estampillage des draps, charrettes, &c, soit et est par la présente amendée à remplacer vingt cents par trente cents.

*Ordre du jour.*

L'ordre du jour appelle l'ordonnance présentée à la dernière séance par M. Jarvis, relativement à la garde de la poudre dans la ville de la Nouvelle-Orléans, ainsi qu'une autre ordonnance pour réglementer la poudrière de la ville de la Nouvelle-Orléans. Ces ordonnances, après avoir été discutées et amendées, sont, après la suspension du réglement, adoptées dans la forme suivante

*Ordonnance relative à la garde et à la vente de la poudre à canon dans la ville de la Nouvelle-Orléans,*

Article 1er.—A partir de la promulgation de cette ordonnance il ne sera permis à personne de garder ou de vendre aucune quantité de poudre à canon dans la ville de la Nouvelle-Orléans sans en avoir obtenu une licence spéciale.

Art. 2.—Le maire accordera des licences aux demandans en détail de poudre à canon, lesquelles pourront par la suite être livrées à la mesure. La poudre devra être mise dans une boîte de fer blanc ou de cuivre avec cette inscription bien lisible, tracée en grandes lettres. La boîte sera placée sur une espèce, dans un endroit visible et à six pieds de l'entrée, portant le nom du marchand, et la somme de dix dollars par an et d'avance pour chaque licence accordée.

Art. 3.—Le Maire accordera également des licences à ceux qui vendent de la poudre en gros, les quels ne pourront pas avoir plus de cent livres à la fois et seront tenus d'avoir un endroit séparé pour que cette poudre sera mise dans des barriques ou des toutes, lesquels seront renfermés dans une cave ou autre endroit sûr, qui aura en face de la porte de la cour ou rue une inscription en grosses lettres. Pour chaque licence ainsi accordée un fee de cinquante dollars sera payé par le détaillant.

Art. 4.—Le Maire accordera également des licences à ceux qui vendent de la poudre en gros, les quels ne pourront pas avoir plus de cent livres à la fois et seront tenus d'avoir un endroit séparé pour que cette poudre sera mise dans des barriques ou des toutes, lesquels seront renfermés dans une cave ou autre endroit sûr, qui aura en face de la porte de la cour ou rue une inscription en grosses lettres. Pour chaque licence ainsi accordée un fee de cinquante dollars sera payé par le détaillant.

Art. 5.—Le Maire nommera immédiatement après la passation de cette ordonnance, un inspecteur de la poudre à canon, dont le devoir sera de visiter fréquemment les magasins, boutiques ou autres endroits où la poudre à canon sera gardée ou vendue, et de faire rapport de toutes infractions à cette ordonnance. Il aura droit de saisir et de retenir toute poudre à canon qui sera trouvée dans un endroit non autorisé par cette ordonnance, et de la déposer dans la poudrière de la ville. Il recevra pour ses services un salaire de cent piastres par an payables d'avance.

Art. 6.—Celui qui vendra de la poudre devront avoir une balance exacte, laquelle devra peser les grandes lettres ces mots "Autorisé à vendre de la poudre" en gros ou en détail, suivant le cas. Cette balance sera placée au-dessus de l'endroit principale du magasin. A défaut de cette grande balance, un pouce en avant deux moyennes que l'on pèsera la poudre. Le prix de la poudre sera inscrit dont l'inscription sera faite en lettres de deux pouces et demi de longueur.

Art. 7.—Les chalands employés à transporter de la poudre arborent en proue ou en poupe un drapeau rouge tant qu'ils auront de la poudre à bord, et la pousse aussi transportées sera couverte d'une grosse toile.

Art. 8.—Les bateaux à vapeur ou autres navires arrivant à la Nouvelle-Orléans plus de cinquante livres de poudre ne pourront pas rester plus de quatre de la ville pour le temps après que la poudre sera à bord. Aucun bateau à vapeur ou autre navire ayant à bord plus de cinquante livres de poudre ne pourra rester à un wharf de la ville après le coucher du soleil.

Art. 9.—Aucun bateau ni aucune embarcation quelconque employée à transporter de la poudre en vrac ne pourra débarquer aucune des parties qu'il y aura à transporter à partir. Elle demanda deux bons chevaux de bon caractère, qui n'inspirât lui-même dans une berline assez spacieuse, et lui demanda qu'il faisait force commentaires sur ce message, la contresse pouliat si bien qu'en une heure elle arrivait devant le château.

Quelqu'un l'attendait qui l'introduisit sans retard auprès de Marie-Antoinette.

La reine était retirée dans sa chambre. Le service de nuit, qui l'en fait, plus une femme dans l'appartement, auprès de Mme de Misery, qui lisait dans le petit boudoir.

Marie-Antoinette brodait au fleuret le dauphin, peignant une oreille inquiète à tous les bruits du dehors, lorsque Jeanne se précipita au-devant d'elle.

—Ah ! m'écris la reine, vous voici, tant mieux. Une nouvelle..., contesse.

—Bonne ! madame !

—Jugez-en. Le roi a refusé les cinq cent mille livres.

—A M. de Calonne ?

—A tout le monde. Le roi ne veut plus me donner d'argent. Ces choses là m'arrivent qu'à moi.

—Mon Dieu ! murmura la comtesse.

—C'est a ne pas croire, n'est-ce pas, comtesse ! Le Roi Louis XVI refusant à Marie Antoinette déjà faite. Enfin, ne parlons plus de ce qui est mort. Vous allez vite retourner à Paris.

—Oui, madame.

—Et dire au cardinal, puisqu'il a mis tant de dévouement à me faire plaisir, que j'accepte ses cinq cent mille livres jusqu'au prochain trimestre. C'est équitable de ma part, contesse ! mais il le faut..... j'abuse.

—Eh ! madame, murmura Jeanne, nous sommes perdues. M. le cardinal n'a plus d'argent.

La reine fit un bond, comme si elle venait d'être blessée ou insultée.

—Plus... d'argent.... balbutia-t-elle.

—Madame, une créature vient de me le compatriote de Rohan fait un revenu. C'était une dette d'honneur, il a payé.

—Cinq cent mille livres !

—Oui, madame.

—Mais....

—Son dernier argent.... Plus de ressources ! Le reine s'arrêta comme étourdie par ce malheur.

—Je suis bien éveillée, n'est-ce pas ? dit-elle. C'est bien à moi qu'arrivent tous ces mécomptes ? Comment savez-vous cela, comtesse, que Mme de Rohan n'a plus d'argent ?

—Il me contait ce désastre il y a une heure et demie, Madame. Ce désastre est d'autant moins reparable que les cinq cent mille livres étaient ce qu'on appelle le fond du tirgir.

La reine appuya son front sur ses deux mains.

—Il faut prendre un grand parti, dit-elle.

—Que va faire la reine ? pense Jeanne.

—Voyez-vous, comtesse, c'est une leçon terrible, qui me pesera d'avoir fait en cachette de ron une action de médiocre importance, de médiocre ambition ou de mesquine coquetterie. Je n'avais aucun besoin de ce collier, avouez-le !

—C'est vrai, madame, mais si une reine ne consultait que ses besoins et ses goûts.....

—Je veux consulter ceux-ci tout ma tranquillité, le bonheur de me maison. Il ne fallait rien moins que ce premier échec pour me prouver à combien d'ennuis j'allais m'exposer, combien était féconde en chagrins la route que j'avais choisie. J'y renonce. Allons franchement, allons librement, allons simplement.

—Madame !

—Et, pour commencer, marifions notre vanité sur l'autel du devoir, comme dirait M. Dorat.

Puis avec un soupir :

—Ah ! ce collier était bien beau, cependant, murmura-t-elle.

—Il l'est encore, madame, et c'est de l'argent vivant, ce collier.

—Dès à présent, il n'est plus qu'un tas de pierres pour moi. Les pierres, on en fait, quand on a joué avec elles, ce que font les enfans après la partie de marelle; ou les jette, ou les oublie.)

—Que veut dire la reine ?

—La reine veut dire, chère comtesse, que vous allez reprendre l'écrin apporté..... par M. de Rohan....., le reporter aux joailliers Bæhmer et Bossenge.

—Le leur rendre ?

—Précisément.

—Mais, madame, Votre Majesté a donné deux cent cinquante mille livres d'arrhes.

—C'est encore deux cent cinquante mille livres que je gagne, comtesse ; me voilà d'accord avec les comptes de rendu.

—Madame ! madame ! s'écria la comtesse, perdre ainsi un quart de million ! car il peut arriver que les joailliers fassent des difficultés pour rendre des fonds dont ils paraissent déjà disposé.

—J'y compte, et leur abandonne les arrhes, à condition que le marché sera rompu. Depuis que j'entretiens ce but, comtesse, je me sens plus légère, avec ce collier sont tombés tous les soucis, les chagrins, les craintes, les remords. Jamais on ne m'entendra m'accuser en secret ou en public de toutes les horreurs que le peuple me jette au visage aux mots. Les Parisiens font une bonne affaire. Deux cent cinquante mille livres de perdu-vie, c'est un bénéfice net pour le peuple. Ils achètent un mot, et, de plus, ils ont le collier. Je ne le regrette pas, en vérité, et que sais-je encore ?

—Mais, madame, si le cardinal n'a agi qu'en vue de me faire plaisir ! Vous lui direz que mon plaisir en est d'avoir plus de collier, et s'il en homme d'esprit il ne comprendre ; s'il n'en pas bon prêtre, il n'appréciera et n'affirmera dans mon sacrifice.

En disant ces mots, la reine tendait à Jeanne Perrin Bossi. Celle-ci le reposa doucement.

—Madame, dit-elle, pourquoi ne pas essayer d'obtenir encore un délai ?

—Demander..... non !

—J'ai dû obtenir, madame.

—Demander, c'est s'humilier, comtesse ; obtenir, c'est être humiliée. Je conserverai peut-être qu'une humiliait pour une personne aimée pour sauver une créature vivante, fût ce ver chien ; mais pour avoir le droit de garder ces pierres qui brillent comme le charbon allumé sans être plus lumineuses et aussi durables, oh, comtesse, plutôt ce que me suis conseillé ne pourra jamais me décider à accepter. Jamais ! Emportez l'écrin, ma chère, emportez !

—Mais songez, madame, au bruit que ces joailliers vont faire, par politesse, au moins, et pour vous plaindre. Votre refus sera aussi connu promptement que l'eût été votre acquiescement. Tout le public aura que vous avez eu les diamans en votre pouvoir.

—Que m'importe ! Je ne dois plus rien à mes joailliers ; je ne les recevrai plus ; c'est bien le moins qu'ils se taisent pour faire deux cent cinquante mille livres ; et mes ennemis, au lieu d'acheter des diamans un million et demi, diront seulement que je jette mon argent dans le commerce. C'est bien moins dégradable. Emportez, comtesse, emportez, et revenez bien vite de Rohan pour se donner grâce et un langage volontés.

Et par un mouvement impérieux, la reine remit l'écrin à Jeanne, qui ne semit pas ce poids entre ses mains sans une certaine émotion.

—Vous n'avez pas de temps à perdre, pourvoir à l'inquiétude, plus nous aurons d'argent, plus nous ne partagerons pas leur opinion à cet égard.

☞ Nos prévisions, exprimées depuis plusieurs mois, se réalisent. Hier soir le télégraphe nous a annoncé une hausse sur les marchés anglais.

Environ 600 boucauds de sucre ont été faits aujourd'hui. 1,000 barils de mélasse ont changé de mains de 19 à 19½ cts le gallon.

La marché à la farine est ferme aux anciens prix.

Les ventes de la journée ont été de 1,800 barils.

Les provisions n'ont pas varié. La hausse sur le porc se soutient, mais les transactions sont limitées. Quelques lots de bœuf ont été fermes aux anciens cours. La graine est en bonne demande.

Le whiskey reculé vaut 23 à 23½ cts le gallon.

Le change sur Londres est ferme.

Rien [illegible] en fret.


A VIS—Le soussigné ayant acheté le fonds de magasin, situé rue des Carondelet de Pauvert Fleuret, désire à l'approbation de ses amis et de la Nouvelle-Orléans, à l'honorer de sa pratique et de la même bonne qualité d'affaires, et que toutes les ventes seront faites strictement au comptant.

H. MASPEREAU & CO.

98, rue Conté.

A MANDES EN DEPOT—

40 balles de sacs neufs de toutes grandeurs.

20 do do autres.

Pour le débarquement de navire [illegible] et à vendre par

P. ODRAGHEN.

rue St-Pierre et Chartres.

*LISTE MARITYME.*

Port de la Nouvelle-Orléans.

—EXPÉDIÉS—

Steamship Falcon, Barnstable, pr Chagres
Navire Richard Alsop, Smith, pr New-York.
Brick Mississippi, [illegible], pr New-York.
Adelaïde, Rouen, pr Philadelphie.
Goélette Geo Clinch, Norris, pr Charleston.
C G Bull, Boull, pr Point Isabel.

—ARRIVÉS—

Navire Lehigh, Stewart, de Philadelphie.
John Bower, Spear, de Thomaston.
Goelette Adele, Appleby, Kingston, Ja.

—STEAMERS—

Gipsey, Un. de Bâton Rouge.
Princess No 3, Holmes, de Ile Carthage.
Magnolia, Thomasson, de Vicksburg.
R C Ogden, Gibbs, de Bayou Macon.
Geo Washington, Cox, de Cincinnati.
Wm Noble, Newcomb, de Cincinnati.
South America, Logan, de Cincinnati.
Grey Eagle, Jones, de Cincinnati.
Meteor No 2, Lowell, des Attakapas.
Rio Grande Gordon, des Opelousas.
Albatross, Dugas, de Lafourche.

5 jan

LIGNE DE CUNARD.

D'ARGENTEUIL.

Canada, pour New-York..... le 29 Décembre

D'AMERIQUE.

Canada, de New-York..... le 23 Janvier

POUR CHAGRES VIA HAVANE—Le steamship FALCON, lieut. H. S. Hartstein, de la marine des Etats-Unis, partira de cette ville pour Chagres le 15 janvier, à 8 heures du matin. Les passagers sont priés de se trouver à bord à cette heure.

PARADIS, LAWEASON & Co.

La malle pour la Californie sera close à la même heure, 15 janvier, à 7 heures.

GRAND PIANO A QUEUE

D'ERARD.

*Envoyé à la Nouvelle-Orléans à M. Périer, pour être joué par Mademoiselle Sauvinet.*

A. PERIER, rue Royale, 102, informe le public qu'il vient de mettre en vente le susdit Piano d'Erard, joué par Mlle Sauvinet, mardi prochain, 15 courant, à 8 heures du matin. Les personnes sont priées de se trouver à bord à cette heure.

PARADIS, LAWEASON & Co.

La malle pour la Californie sera close à la même heure, 15 janvier, à 7 heures.

CARQUETTES — CARQUETTES.

LES soussignés viennent de recevoir, sur cette journée, un lot de carquettes en DRAP, POIL DE CHÈVRE ET VENIR, de la dernière mode, qu'ils offrent à vendre à des prix modérés. Venez et vous en convaincre.

M. BARNETT & CO.,

13, rue du Camp

A VENDRE

UN très beau CHEVAL sans défaut, allant très bien à la voiture et sous la selle. S'adresser au No 185, rue Conti.

15 janv—h

A LOUER.—Le magasin en briques à trois étages, rue Bienville, entre Bourbon et Dauphine. Possession en sera donnée immédiatement. S'adresser à

A. E. RINGGOLD,

91 rue Gravier.

15 janv

A vendre par le soussigné, en déchargement du navire Radnor du Havre et ces navires Tennessee et Indian Queen de New York, les articles suivans de médicamens français et américains, savoir :

Sirop antiphlogistique de Brisset,
Liqueur de Labarraque,
Capsules de Blondeau, pastilles de Berat,
Crème de santé du Dr. Franck,
Un assortiment de produits chimiques,
Sirop de Desessartz,
Essence de Rimmel,
Vermifuge de Wisnett de Pabmouth,
Magnésie de Henry, Encre à marquer le linge,
Savonnettes anglaises, etc., etc.,

E. E. MOUGIN,

Ene. Bourse et Dauphine

15 janv

Toiles et Bas.

REÇU par les soussignés un assortiment considérable comprenant :

Toile à drap, blanche et écrue 6/4, 7/4, 10/4 10/4
Do do française 6/4, 10/4 10/4
Toiles d'oiseaux, 6/4, 7/4, 10/4
Toile pour chemises, extra pour les
Toile de Paris, Estoupilas, Pantille, Britannia,
Services de table français damassés, do anglais
Toiles damassées, 6/4, 7/4, et 10/4. Serviettes damass